



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 24/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DEPAUL

9 rue Robert Schuman
77330 Ozoir-La-Ferrière

Références : E/25- **1866**
Code AIOT : 0006524273

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 juin 2025 dans l'établissement DEPAUL implanté CD 404 Lieudit la Fontaine Rouge 77410 Annet-sur-Marne. L'inspection a été annoncée le 03 juin 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEPAUL
- CD 404 Lieu dit la Fontaine Rouge 77410 Annet-sur-Marne
- Code AIOT : 0006524273
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DEPAUL bénéficiait de la preuve de dépôt n° A-9-7 VOUWMOJI du 6 décembre 2019 dans les limites des rubriques n° 2716-2, 2515-1-b, 2517-2 de la nomenclature des installations classées

pour la protection de l'environnement, pour l'exploitation d'une installation de transit de matériaux issus de travaux de démolition et de construction dans le périmètre de la plate-forme technique de « la Fontaine rouge » à Annet-sur-Marne (77410).

La société DEPAUL a déposé le 9 novembre 2020 un dossier de demande d'enregistrement relatif à l'extension de ses activités exercées sur la plate-forme technique du lieu-dit « La Fontaine Rouge » à Annet-sur-Marne. Cette demande a été enregistrée par arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/050 du 25 mai 2022.

Les activités de cette installation sont réglementées par :

- l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées,
- l'arrêté ministériel du 10/12/13 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1	Demande d'action corrective	2 mois
5	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-2	Demande d'action corrective	6 mois
6	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 21	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité au dossier d'enregistrement	Arrêté Préfectoral du 23/05/2022, article 1.2.1	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet
3	Installations électriques et mise à la terre	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	Sans objet
7	Rétention et	Arrêté Ministériel du 10/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	confinement	article 23	
8	Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 37	Sans objet
9	Émissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 50	Sans objet
10	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 24 juin 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les conditions d'exploitation du site par la société DEPAUL étaient globalement satisfaisantes.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a relevé les non-conformités suivantes :

- l'absence du plan de défense contre l'incendie complet, à disposition à l'entrée du site et de sa transmission au SDIS ,
- l'absence de l'organisation d'un exercice de défense contre l'incendie,
- l'absence d'affichage des consignes de sécurité sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité au dossier d'enregistrement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2022, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Conformité au dossier d'enregistrement
Prescription contrôlée : L'installation et ses annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément : <ul style="list-style-type: none"> • aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'enregistrement déposé 9 novembre 2020, complété le 27 octobre 2021, les 18 février, 7 et 8 avril et 13 mai 2022, • aux prescriptions réglementaires mentionnées dans les arrêtés ministériels de prescriptions générales en application de l'article L. 512-7 du Code de l'environnement et dans le présent arrêté, les dispositions applicables étant celles les plus limitatives prévues par ces textes.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que l'installation est disposée, aménagée et exploitée conformément au dossier de demande d'enregistrement. Cependant, il a été constaté un débordement d'environ 200 m ³ du stockage temporaire de déchets verts en attente de broyage de la société SOFRAT sur une partie de la plateforme de la

société DEPAUL.

A partir du 1er juillet 2025, la société SOFRAT a procédé au broyage des déchets.

L'exploitant a transmis le 22 juillet 2025 des photos justifiant du dégagement des déchets verts de la plateforme DEPAUL.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :

1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;

2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

[...]

Constats :

La vérification des extincteurs qui sont mutualisés avec les autres sociétés (SIFRAL, SOFRAT, BETAG 77) présentes sur la plateforme a été réalisée le 15 janvier 2025 et renseignée dans le registre de sécurité.

L'inspection des installations classées a constaté que l'aire d'aspiration devant la réserve incendie de 120 m³ n'était pas matérialisée.

A la suite de l'inspection, l'exploitant a matérialisé au sol l'aire d'aspiration de 32 m² devant la bâche incendie et a transmis le justificatif le 22 juillet 2025.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées que la réserve d'eau incendie de 400 m³ commune aux activités de la plateforme de la Fontaine Rouge sera supprimée à la fin de l'année 2025 et remplacée par un poteau incendie.
Un porter-à-connaissance sera adressé à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques et mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.

Constats :

La vérification des installations électriques du bâtiment des locaux administratifs a été réalisée le 17 janvier 2025.

Ce bâtiment n'est pas inclus dans le périmètre de l'installation classée.

La plateforme n'est pas équipée d'installations électriques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents

Prescription contrôlée :

« L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

« Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

« Il comprend au minimum :

« - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

« - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

« - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le

cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

« - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

« - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

« - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

« - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

« - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

« - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

« - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

« - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.»

Constats :

L'exploitant a réalisé un plan de défense contre l'incendie le 1 décembre 2024.

L'inspection des installations classées a constaté que certaines informations sont manquantes :

- la liste des interlocuteurs externes et leurs coordonnées (SDIS, installations classées, ...),
- la localisation de la benne de DIB de 30 m³.

Le plan de défense contre l'incendie n'avait pas été transmis au SDIS et n'était pas à disposition à l'entrée du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter le plan de défense contre l'incendie avec les éléments manquants, de le transmettre aux services d'incendie et de secours et de le mettre à disposition à l'entrée du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents
Prescription contrôlée : <p>« L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>« En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>« Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>« Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>« Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>« Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>« Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité. »</p>
Constats : <p>L'exploitant n'avait pas encore organisé d'exercice de défense contre l'incendie. L'exploitant a prévu de réaliser cet exercice suite à la suppression de la bâche incendie de 400 m³ et de la mise en place du nouveau poteau incendie.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant d'organiser un exercice de défense contre l'incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ;- la vérification du bon fonctionnement des circuits avant toute opération de dépotage ;- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;- l'obligation du « permis travail » pour les parties concernées de l'installation ;- les conditions de stockage des produits ou des déchets non dangereux inertes, telles que les précautions à prendre pour éviter leurs chutes ou éboulements afin, notamment, de maintenir la largeur des voies de circulation à leur valeur requise et ne pas gêner au-delà des limites de propriété ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations et des convoyeurs ;- les mesures à prendre en cas de fuite d'un récipient ou d'une tuyauterie contenant des produits pulvérulents ;- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 23-IV du présent arrêté ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et des services d'incendie et de secours ;- les modes opératoires ;- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;- les instructions de maintenance et de nettoyage, y compris celles des éventuelles structures supportant les stockages ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé. Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les consignes de sécurité ne sont pas affichées sur la plateforme du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'afficher les consignes de sécurité sur la plateforme.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Rétention et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 23

Thème(s) : Risques accidentels, Pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.

Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et des écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Constats :

L'ensemble de la plateforme est imperméabilisé par une dalle bétonnée en bon état apparent. Les eaux de ruissellement de la plateforme sont recueillies dans le bassin de rétention d'une capacité de 500 m³.

Les eaux sont traitées par une fosse de décantation et un séparateur à hydrocarbures.

Une vanne d'obturation est positionnée à la sortie du bassin et permet la rétention des eaux incendie ou polluées lors d'un sinistre.

Le contrôle de la vanne est réalisé tous les trimestres.

L'exploitant a transmis les deux derniers formulaires de vérification du 6 janvier et du 07 avril 2025 à l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées a constaté que la clé de la vanne et les modalités de mise en œuvre de la vanne d'isolement n'étaient pas à proximité de l'équipement.

A la suite de l'inspection, l'exploitant a positionné la clé de la vanne à proximité de l'équipement et a transmis une photo justificative à l'inspection des installations classées le 22 juillet 2025.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 8 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 37

Thème(s) : Risques chroniques, Émissions dans l'eau
--

Prescription contrôlée :

[...]

Les dispositifs de traitement sont correctement entretenus. Ils sont vidangés et curés régulièrement, à une fréquence permettant d'assurer leur bon fonctionnement. En tout état de cause, le report de ces opérations de vidange et de curage ne pourra pas excéder deux ans.

Un dispositif permettant l'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales polluées est implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux en cas de dysfonctionnement de l'installation de traitement.

Lors de la vidange, une vérification du bon fonctionnement du dispositif d'obturation est également réalisée. Les fiches de suivi du nettoyage du dispositif de traitement ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que le séparateur d'hydrocarbures n'a pas été vidangé et curé depuis la mise en service de l'installation.

Le bassin de décantation est curé tous les deux ans.

A la suite de l'inspection, l'exploitant a fait procéder à l'entretien du séparateur à hydrocarbures le 4 juillet 2025 et a transmis le bordereau de suivi de déchets dangereux à l'inspection des installations classées.

Le contrôle de la vanne d'isolement du site est réalisé tous les trimestres.

L'exploitant a transmis les deux derniers formulaires de vérification de l'équipement du 6 janvier et du 07 avril 2025 à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Émissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 50

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions

Prescription contrôlée :

L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production et des superficies susceptibles d'émettre des poussières.

La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. Cette périodicité peut être aménagée en fonction des conditions climatiques locales (vitesse moyenne et directions des vents dominants saisonniers, pluviométrie, ensoleillement).

L'exploitant indique dans son dossier de demande d'enregistrement le type de réseau de surveillance, le nombre de relevés, la durée d'exposition et les mois de l'année au cours desquels sont effectués les relevés.

Au cours de la première année de fonctionnement, l'exploitant fait réaliser, dans des conditions

représentatives de l'activité, une mesure de chacun des points de rejet canalisé. Par la suite, la fréquence des mesures est trisannuelle. Ces contrôles sont réalisés par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser des campagnes de mesures de retombées de poussières du 27 mars au 3 avril 2025 et du 12 au 19 juin 2025.

Les rapports de contrôle des deux premiers trimestres ont été transmis à l'inspection des installations classées.

Les mesures de retombées de poussières ne dépassent pas la valeur de 500 mg/m²/jour.

Les 2 rapports concluent que l'impact du site sur l'environnement en termes de retombées de poussières est satisfaisant et reste très limité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9

Thème(s) : Situation administrative, Conditions d'admission des déchets inertes dans les installations 2517

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis le registre des admissions à l'inspection des installations classées.

Le registre est correctement tenu à jour avec pour chaque chargement :

- le résultat du contrôle visuel,
- la photo du chargement liée à la photo de la plaque d'immatriculation qui sont conservées avec la procédure d'admission.

Type de suites proposées : Sans suite